

Et après le 29 mai ?

Le choix pour le NON le 29 mai est important, mais **il y aura un après 29 mai.**

Si le OUI, malgré les sondages défavorables, **l'emporte** (peut-être grâce à l'orchestration médiatique d'un événement inquiétant), la politique libérale, que nous connaissons depuis 25 ans en France comme en Europe, se poursuivra avec des conséquences encore plus dramatiques pour près de la moitié de la population. Elle se poursuivra avec encore plus d'arrogance et de violence, confortée par la légitimité issue du référendum. La partie désespérée et désorientée de la population se tournera alors vers n'importe quelle perspective démagogique.

Si le NON l'emporte, cette politique, qui produit du chômage, de la pauvreté, de la précarité généralisée, subira, pour la quatrième fois en un an, un désaveu cinglant. Cette victoire du NON ouvrira en France et en Europe une période de recherche active de la part des travailleurs en lutte pour de nouvelles perspectives politiques, dans un contexte de forte mobilisation sociale. Pourtant les Etats, même désavoués, continueront à mener la même politique de régression dans un climat de totale défiance. Les organisations politiques de gauche et une partie des syndicats, qui ont appelé au OUI en France et en Europe, se trouveront avec des difficultés internes importantes et perdront une nouvelle part de leur représentativité alors que les luttes auront de grandes chances de se développer sur la lancée de ce qui se passe depuis le début de l'année dans tous les secteurs (radio, pêcheurs, médecins des urgences, grande distribution, lycéens, ouvriers des usines qui ferment, marins, SNCF, etc.).

Cette mobilisation massive, qui prend même des aspects inédits (lutte contre les horodateurs à Marseille, refus massif de la suppression du lundi de Pentecôte comme jour férié), est livrée à elle-même ou encadrée par des militants syndicaux ou politiques atomisés. Elle ne trouve pas de convergence possible pour le moment.

Les luttes des dernières années pour les retraites, pour l'assurance maladie, pour l'indemnisation du chômage, pour la défense des 35 h, ont toutes eu leur écho dans les

autres pays d'Europe car ces politiques régressives se sont mises en place partout en Europe. Et, lorsque des luttes se sont produites, elles ont toutes été perdues. La victoire du NON en France représentera alors un immense souffle d'air frais sur les braises d'un mécontentement continental.

L'avenir nous dira ce qu'il adviendra du face à face inévitable entre une population excédée mise sous la pression du chômage et de la baisse de son pouvoir d'achat et des gouvernements mis en difficulté et décidés à poursuivre une politique libérale.

Revenons un peu en arrière. En 1951, un accord entre l'Etat français et l'Etat allemand, sur l'injonction des Etats-Unis et de la Grande Bretagne, crée la Communauté européenne. Le but est de représenter une force économique fiable dans le domaine de l'énergie, face au bloc de l'est, dans le contexte de la guerre froide. Suite à la crise de Suez et aux tensions apparues après la répression de la révolution hongroise, le Traité de Rome est signé en 1957. Dès ce moment, se greffent des politiques communes agricole, commerciale, régionale, sociale, de la recherche et de l'environnement. En 1979, suite aux chocs pétroliers, la Communauté met en place le système monétaire européen. En 1986, l'Acte unique planifie l'ouverture du marché établissant, à l'intérieur, la liberté de circulation des personnes, des marchandises, des services et des capitaux. Après la chute du mur de Berlin et l'auto dissolution de l'Union soviétique, qui offrent de nouvelles perspectives d'élargissement, le traité de Maastricht, en 1992, introduit une monnaie unique, une politique étrangère commune, qui s'est avérée indigente, et une coopération dans le domaine de la justice et de la sécurité intérieure.

A aucun moment n'est apparue l'idée d'une Europe supra nationale. Les traités successifs ont conforté l'espace européen dans la sphère économique et politique des USA. Et, depuis l'Acte unique, les différents traités ont tous apporté une pierre au temple européen du libéralisme.

L'indépendance de la Banque européenne, s'il fallait donner un exemple, est le témoin

silencieux que l'Union européenne n'est pas une entité politique qui serait susceptible de mener, par exemple, une politique sociale harmonisée favorable aux plus démunis, même avec des gouvernements progressistes. D'ailleurs, explicitement, le traité constitutionnel l'exclut totalement.

Quelles sont les voies possibles pour l'Europe ?

Les effets de la mondialisation capitaliste se font sentir dans l'espace européen avec violence. Il n'est pas de politique nationale ou européenne qui soit capable de les atténuer sans remettre en cause les principes libéraux qui animent les représentants des Etats, principes issus de l'idéologie de l'impérialisme dominant.

Les convergences qui s'expriment entre les différents partis de gouvernement, au travers de leurs politiques ces 25 dernières années et encore aujourd'hui par leur approbation du traité constitutionnel, s'appuient sur la certitude que, pour le meilleur ou le moins pire, le développement de la production au travers d'une plus grande compétitivité est la règle intangible de la réussite. Réussite économique pour une augmentation continue des profits privés certes, mais échec assuré pour une amélioration, éventuellement durable, des conditions de vie des hommes.

Une partie de la gauche a fait ce constat et tire un signal d'alarme motivé par une détérioration massive des rapports sociaux et de la qualité de la vie. Leurs appels à plus de démocratie pour une Europe sociale sont sur la voie d'être compris et approuvés par une large couche de la population. Pour autant, dans le cadre du système de représentation « démocratique » soumis aux pressions considérables exercées par les transnationales qui dominent les médias, il est totalement improbable que ce courant gauche et extrême gauche ait des chances d'accéder au pouvoir prochainement, même avec une forte mobilisation populaire.

Il n'existe donc pas de troisième voie entre politique libérale plus ou moins agressive et

remise en question radicale de la production capitaliste des richesses.

Quelques éléments pour des perspectives de transformations sociales.

Le spectre qui hante l'Europe est le spectre du chômage, de la précarité et de la pauvreté. La société capitaliste libérale ne se soucie pas de cohésion sociale, elle exploite au maximum la précarité puis jette les travailleurs à la rue. De même, elle individualise et privatise les services publics, accentuant les inégalités et ajoutant des difficultés aux plus pauvres.

La première tâche est donc de rassembler les travailleurs et les exclus dans la lutte pour un objectif commun : la diminution rapide, générale et importante du temps de travail liée à l'obligation d'embauches concomitantes et la poursuite des activités par les travailleurs eux-mêmes en cas de fermeture d'une entreprise qui fait des bénéfices.

La seconde tâche est de réunir les usagers et les agents des services publics pour la défense de ces derniers et d'étendre leur action à tous les services aux personnes qui sont actuellement créés dans le secteur marchand.

La troisième tâche est d'imposer, par la mobilisation, la redistribution des richesses, venant des bénéfices, en faveur des travailleurs et des exclus du travail (aujourd'hui, par exemple, la CSG est payée à 88 % par les revenus du travail qui pourtant ne représentent plus que 60 % de la valeur ajoutée).

La quatrième tâche est de permettre à tous de se loger décemment et pour cela occuper, déjà, les logements vides.

La question de savoir si le mot d'ordre du type « 10 ans, ça suffit ! » ou « Chirac démission ! » est pertinent ou pas après le 29 mai trouvera spontanément sa réponse dans la rue. Il apparaîtra sans doute au cours des mobilisations de juin si elles portent un avenir politique à court terme, avant le 14 juillet.

La tâche est immense et le temps presse.

Michel Bonnard, Marseille le 24-04-05